

CENSEUR,

Journal de Lyon,

POLITIQUE, INDUSTRIEL ET LITTÉRAIRE.



OBSERVATIONS MÉTÉOROLOGIQUES DU 3.					
PAR RICHARD PÈRE ET FILS,					
Ingénieurs-opticiens, brevétés, quai St-Antoine, 11.					
HEURES.	THERM.	HYGROM.	BAROM.	VENTS.	CIEL.
6 heures.	d. au		27 pou.		
du mat.	dessus	deg.	lig.		
	de 0.				
Midi....	7 d au	55 deg.	27 pou.	Nord.	Soleil.
	dessus		8 ign.		
SOLEIL.			LUNE.		
Lever.	Midi v.	Couch.	Phases.	Age.	
6 h.	0 h.	5 h.			
40 n.	12 m. 45	44 n.	Pleine lune.	18	

Le Censeur donne les nouvelles 24 heures avant les journaux de Paris.

ON S'ABONNE :

A Lyon, au Bureau du Journal, quai St-Antoine, n° 27, et grande rue Mercière, n° 32, au 2^{me}.

A Paris, chez M. L. Lepelletier-Bourgoin, officier de correspondance, place de la Bourse, n° 5, au 1^{er}, et chez Desbrières aîné, libraire, rue de Gaillon, 15.

PRIX :

16 francs pour 3 mois ;

32 francs pour 6 mois ;

64 francs pour l'année.

Hors du département du Rhône, 1 franc de plus par trimestre.

Le CENSEUR ne donne de publicité qu'aux avis, lettres et documents revêtus de signatures connues, ou dont les auteurs se font connaître de la Rédaction.

AVIS. — MM. les actionnaires du CENSEUR sont prévenus que l'assemblée générale annuelle, voulue par les règlements, aura lieu le jeudi 7 mars, à sept heures du soir, dans les bureaux du journal.

Lyon, 3 mars 1839.

ÉLECTIONS DE LYON.

COLLÈGE DU MIDI.

Section de l'Hôpital.

Nombre de votants,	462
M. Couderc, candidat patriote,	73
M. Sauzet, candidat de la coalition,	143
M. Octave Vincent, candidat légitimiste,	86
M. Martin, candidat ministériel,	160

Section de la Charité. — Salle du conseil.

Nombre des votants,	342
M. Couderc,	78
M. Sauzet,	85
M. Octave Vincent,	37
M. Martin,	140
Voies perdues,	2

Salle des cours.

Nombre des votants,	329
M. Couderc,	65
M. Sauzet,	91
M. Octave Vincent,	46
M. Martin,	127

RÉCAPITULATION.

M. Couderc,	216
M. Sauzet,	319
M. Octave Vincent,	169
M. Martin,	427

Aucun candidat n'ayant obtenu la majorité, on devra procéder demain à un second tour de scrutin.

COLLÈGE EXTRA MUROS.

Votants,	468
M. Lortet, candidat patriote,	51
M. Desprez (opinion inconnue),	38
M. Delandine,	19
M. Verne-Bachelard, candidat ministériel,	349
Voix perdues,	11

M. Verne-Bachelard a été proclamé député.

COLLÈGE DE L'OUEST.

Nombre des votants,	218
M. Lortet,	38
M. Sauzet,	11
M. Journal, candidat légitimiste,	1
M. Fulchiron,	164

M. Fulchiron a été proclamé député.

COLLÈGE DU NORD.

M. Dupont (de l'Eure), candidat patriote,	205
M. Jars, candidat ministériel,	672

ÉTUDES SUR L'ACTION POPULAIRE DANS LE GOUVERNEMENT DE LYON.

(25^e ARTICLE.)

Ce fut vraiment à partir de la fin du règne de François I^{er}, que notre ville, française déjà par ses institutions, le devint aussi par ses mœurs. Jusqu'à cette époque l'influence du clergé, détruite sous le rapport politique, s'était cependant maintenue sous le point de vue religieux, et si la foi n'était plus aussi absolue que par le passé, si la morale chrétienne avait reçu de rudes atteintes depuis le spectacle de vie dissolue que les cardinaux romains avaient à plusieurs reprises donné dans Lyon, du moins il est certain que cette ville gardait son respect pour le culte catholique. Le temps et la liberté d'esprit lui avaient d'ailleurs manqué pour discuter et ébranler ses doctrines religieuses. En effet, lorsque le Lyonnais tonna contre le luxe de l'église et voulut faire du christianisme à l'état de paupérisme, il ne parvint qu'à soulever une partie de la population souffrante, et tout le pouvoir comprima bientôt par la violence. Lyon ne fut véritablement pas ému par les ardentes prédications des pauvres, et cela s'explique. Les intentions de Valdo étaient bonnes, ses griefs contre l'église étaient fondés en partie ; mais ses protestations ne posaient pas les bases d'une doctrine nouvelle. Sans rien prévoir dans l'avenir, cet homme ne sentait que les maux présents, et semblait ne pas comprendre qu'un ordre de choses bon pour une seule classe d'individus ne peut ni se généraliser ni durer. La société des pauvres vaudois, vivant de mysticisme et d'aumône, mais non pas de travail, ne put trouver racine dans le pays, parce qu'elle ne lui apportait aucun avantage ; elle fut consummée de sang-froid. Lyon conserva donc ses croyances après comme avant les plaintes de Valdo ; mais ces plaintes elles-mêmes avaient été le résultat d'un malaise social généralement senti dans notre ville, et tandis que le novateur avait essayé de le combattre par ses prédications, la population lyonnaise avait tendu au même but par des voies plus directes.

M. Ravez,
M. Corcelle,
M. Jars a été proclamé député.

6

1

AUX ÉLECTEURS DU RHONE.

Le pays a-t-il de justes griefs contre le ministère du 15 avril ? Les électeurs doivent-ils l'appuyer ou le renverser ? Telle est la question que nous posons.

Le pays a de justes griefs contre le ministère, car il a détruit autant qu'il le pouvait notre influence au dehors. Il a amené au dedans du trouble dans les esprits et compromis les droits de la chambre élective ; il a abandonné Ancône pour plaire au pape et à l'Autriche ; il l'a fait sans prendre de garanties, sans obtenir des améliorations politiques dans le système qui régit les états du pape.

Il laisse sans exécution le traité de la quadruple alliance ; cette exécution raffermirait les principes de la révolution de 1830. Il exécute le traité des 24 articles qui livre à la Hollande le Limbourg et le Luxembourg, traité honteux qui compromet notre sûreté.

Les traités favorables aux puissances étrangères sont interprétés contre nous, et toutes les clauses en sont remplies. Les traités favorables à la France restent sans exécution, et sont aussi interprétés contre nous.

Les traités de 1815 garantissent à la Pologne une existence spéciale, lui accordent une constitution, et la Pologne n'est plus aujourd'hui qu'une province conquise, qu'on a faite russe par la violence.

Le roi de Hanovre a violé la constitution de son royaume ; la France a laissé faire, et n'a dit mot.

Le ministère du 15 avril vante les beaux faits d'armes de nos soldats au Mexique. On prouvera que son imprévoyance seule a compromis l'expédition.

M. Molé, président du conseil du 15 avril, a applaudi aux lois de disjonction et d'apanages ; s'il les a retirées, c'a été par ordre de la cour. — Il rappelle souvent l'amnistie, — trop souvent ! Cette amnistie a été mesquine et incomplète ; ses conséquences pouvaient être heureuses, elles ont été nulles.

Après la chute du ministère du 6 septembre, on devait entrer dans des voies plus pacifiques ; c'était l'avis de la majorité dans la chambre des députés, l'avis du pays. — M. Molé a prouvé qu'il ne renonçait pas aux lois d'intimidation, et qu'il les empêcherait bien de se rouiller.

Il devait protéger les intérêts matériels du pays, il les a compromis ; il s'est opposé à la conversion des rentes.

Il a jeté le trouble dans les opérations qui avaient pour but l'établissement des chemins de fer.

Soutenant un principe vrai, l'exécution des grandes lignes par l'état, il a présenté des projets si mal établis, que la chambre a dû les rejeter.

Il a méconnu les votes de la chambre ; dans la loi de l'état-major, il a opposé la chambre des pairs à la chambre des députés.

Il a fait rejeter la conversion par la chambre des pairs.

En face de pareils embarras, il devait au moins se modifier ; il ne l'a pas fait, il a voulu tenir tête à l'orage.

Pour se soutenir, il corrompt, il diffame.

En 1837, il avait faussé les principes rationnels en matière d'élection. En 1839, il dépasse tout ce qui s'est fait dans ce genre.

Le dogme fut laissé en repos ; mais l'orgueil et le pouvoir politique des archevêques et du chapitre furent abaissés par les armes. Cette œuvre d'affranchissement absorba long-temps toutes les forces et toutes les pensées de la ville ; puis vinrent les résistances des libertés communales contre les envahissements de la royauté, puis les supplices pour le maintien des foires, puis les émeutes des artisans, puis les années de disette et les soins d'établissement de l'aumône générale, puis les dépenses de fortifications, et tous ces événements d'un puissant intérêt local se succédaient avec une rapidité telle que les Lyonnais poussés par ce tourbillon marchèrent jusqu'au milieu du XVI^e siècle sans emprunter à la France sa complète physionomie. Les années seules avaient donc vieilli notre ville ; généralement la morale avait conservé son caractère simple et confiant.

Sous François I^{er}, au contraire, les embarras de Lyon disparurent peu à peu, et définitivement l'institution de l'aumône générale mettait la fortune publique à l'abri des commotions armées. A la place du commerce chancelant des foires venait de surgir la puissante industrie des soieries, et le bien-être, croissant chaque jour, laissait enfin aux citoyens le temps de voir et d'écouter ce qui s'agitait dans la France. Les craintes incessantes de voir les armées de l'Autriche camper sous les remparts de Lyon interrompaient bien parfois le calme général. Mais ces appréhensions duraient peu, et la levée de quelques impôts rassurait les habitants. D'ailleurs, plus notre ville s'imprégnait de l'esprit français, plus elle devait se familiariser avec l'idée des hasards de la guerre. La guerre ne fut jamais en France un temps d'arrêt pour la civilisation ; il semble que notre patrie s'y complaisait comme dans son élément, et jamais son intelligence ne se montre aussi active en des temps de paix.

Donnez pour cause à cet effet, ou la légèreté naturelle, ou l'ardeur turbulente de ce peuple, ou sa confiance aveugle en des destinées providentielles, peu importe. L'observation subsiste et les faits de toutes les époques la justifient. Aussi voyez comme Lyon, délivré de ses inquiétudes locales, prête peu d'attention aux dangers dont les étrangers le menacent. Les apprêts

Ses défenseurs ont beaucoup vanté la prospérité du pays ; elle n'est pas son ouvrage. En ce moment même, il lui nuit par les extrémités auxquelles il a recours pour prolonger sa chétive existence.

Le budget a augmenté ses recettes. Qu'en a-t-il fait ? A-t-il jamais songé à quelques économies ? Non. Il engloutit nos ressources avec une effrayante prodigalité ; il s'ingénie sans cesse à ajouter aux dépenses ordinaires, des crédits supplémentaires et extraordinaires.

Son incapacité, son servilisme, sa corruption, sont patents, reconnus, incontestés.

Tous les partis reconnaissent qu'il n'a pas dans son sein un seul orateur éminent, un seul homme d'état important ; d'un commun accord il a été qualifié *petit ministre*. On a reconnu que les combats parlementaires se livraient au-dessus de sa tête.

Sous l'administration de M. Thiers, de Casimir Périer, de M. de Broglie, que nous ne voulons certes pas défendre, on n'a jamais soulevé la question d'incapacité. Avec d'excellentes intentions, des ministres incapables peuvent occasionner des malheurs irréparables ; mais qu'attendre d'hommes dont les tendances sont mauvaises, et qui manquent d'habileté ? Son incapacité, qu'on a appelée *insuffisance* dans le parlement, a tellement frappé tous les esprits qu'il n'a pu se modifier. Il l'a cependant tenté à plusieurs reprises.

Il a échoué dans cette tentative, parce qu'instrument aveugle des volontés du parti de la cour, il est capable de tout sacrifier pour conserver le pouvoir. Ce n'est pas nous seuls qui l'accusons de servilité, c'est la voix de tous. Dans la chambre des députés, si on veut excepter les ministériels les plus éhontés, on était d'accord sur ce point. Dans la réunion-Jacqueminot, le sentiment de son impuissance, de sa servilité, s'est même manifesté hautement.

Tout ministère incapable et servile devient impopulaire. Tout ministère impopulaire tend à la corruption.

Pour savoir à quel degré elle est poussée, il ne faut qu'examiner ce qui se passe en ce moment.

Il est un homme dont la célébrité est grande par ses démêlés avec la police correctionnelle, qui a vu ses amis les plus chers frappés de honteuses condamnations ; cet homme, qui a tout à la fois joué le rôle de provocateur contre les écrivains indépendants, d'entremetteur pour l'achat des consciences vacillantes, qui a tué Carrel et acheté Capod Feuille, qui a été marqué au front par les paroles sévères d'un avocat homme d'honneur, — M^{re} Marie, — cet homme est aujourd'hui l'agent principal du ministère, la cheville ouvrière de tous les tripotages électoraux ; il a carte blanche pour manipuler les élections. Que dire après cela ?

Le ministère du 15 avril se couvre de honte, on pourrait dire qu'il en vit ; arrêtons-le du moins assez à temps pour qu'il ne jette pas la France dans de nouvelles catastrophes. — Il ne redoute pas les moyens violents ; ce qui le prouve, c'est qu'il n'a pas craint en dix-huit mois de dissoudre deux fois la chambre des députés. Il a fait à l'opposition un grand reproche de son projet d'adresse. Que contenait ce projet ? le blâme de plusieurs de ses actes, rien de plus. Voudrait-il donc ôter aux chambres jusqu'au droit de remontrance ? Nous devrions alors regretter les anciens parlements.

Électeurs, voilà les griefs principaux de l'opposition, jugez-les ; ils doivent déterminer vos suffrages ; ils doivent

de Charles-Quint l'occupent fort peu, car il sait bien qu'une main arrêtera cet orgueilleux vainqueur. Notre ville a recouvré tout-à-fait l'insouciance et l'activité françaises ; elle mène de front et l'industrie, et les sciences, et la philosophie, et les arts, et les plaisirs, et les préparatifs de défense.

Mais ce mouvement varié nous signale l'absence d'une pensée forte et généreuse. Un seul besoin se fait sentir plus vivement que les autres, c'est celui des améliorations matérielles ; le reste va comme il peut. Pour tout ce qui ressort de l'intelligence ou de l'âme, les Lyonnais commencent à douter. Plus de vérités absolues, soit dans la religion, soit dans la politique ; l'intérêt est la seule balance des croyances et des opinions, et tout s'ébranle sous l'arme du ridicule. Dès lors plus de caractère parfaitement tranché dans la population ; les guerres de la réforme essayeront bien de creuser un abîme entre les sectes, mais ces haines péniblement échauffées chez le peuple se calmeront bien vite, et même le choc des partis n'aura lieu que parce qu'on excitera tout à la fois les vieilles antipathies politiques et religieuses. Ce chaos où chacun frappera sans se voir et sans se connaître sera donc la continuation du vague moral dans lequel nous enfonçons. L'époque de scepticisme commence, et comme un tel état de l'âme n'est que le sommeil de la conscience, nous le verrons bientôt suivi par le triomphe de l'égoïsme et des mauvaises passions.

Que de choses discordantes ! François I^{er} combat l'hérésie et brûle ses sectateurs ; Rabelais plaisante les religions et la vertu ; des hommes proposent de supprimer l'imprimerie pour arrêter les progrès de l'impiété ; d'autres hommes, ayant à leur tête Jean Du Bellay, archevêque de Paris, défendent l'imprimerie comme pouvant propager le bien aussi bien que le mal ; toutes vérités et tous principes sont méconnus, et Lyon, par son commerce, indifférent à cette lutte, avait pourtant dans son sein l'écho fidèle de toutes ces opinions contradictoires. Sans parler du médecin de Rabelais qui, durant quelques années, séjourna dans notre Hôtel-Dieu, notre ville offrait encore un asile aux hérésiarques Michel Servet et Dolet. La Sorbonne brûlait,

vous amener à reconnaître avec nous que le pays a des motifs graves d'opposition, et que le ministère du 15 avril doit être entièrement renversé; ils doivent enfin décider tous les amis de la liberté et de la dignité de la France à voter pour les candidats de l'opposition.

M. MARTIN.

Que les candidats qui aspirent à la députation parlent aux électeurs le langage de la raison, de la sagesse; qu'ils expliquent avec modération la situation des choses, et disent comment ils voteront dans les questions qui s'agissent aujourd'hui devant le pays, c'est leur droit autant que leur devoir, et ceux-là même que la divergence d'opinion empêchera de voter pour eux rendront justice à leur droiture et à leur loyauté.

Dans la lutte où M. Martin s'est engagé, il ne s'est adressé ni à la raison, ni à la sagesse, mais à l'intérêt personnel et aux passions. Sur la question de finances, il a dit: Je voterai les apanages et les dotations princières. Sur la question politique, il a employé la calomnie, en faisant distribuer hier, dans les salles de scrutin, des pamphlets incendiaires qui de dégoût soulevaient le cœur de ses partisans eux-mêmes. Sur la question administrative, il a fait faire son éloge par ses partisans et par le *Courrier de Lyon*, en s'attribuant des créations qui ne lui appartiennent pas. — Le *Courrier de Lyon*, le même qui le déclarait, il y a quinze mois, incapable et dangereux, contenait hier en sa faveur une longue énumération d'actes administratifs, et cet article n'est qu'un long mensonge. Il répète en partie le rapport de M. le maire à propos du budget municipal de cette année. Nous avons, dans la discussion de ce rapport, apprécié les actes; nous ne ferons que glisser sur eux pour ne point fatiguer nos lecteurs par des répétitions; nous voulons prouver aujourd'hui que la plupart des travaux dont M. Martin se fait un titre ne lui appartiennent pas et n'ont été que la conséquence obligée de pensées créatrices conçues par d'autres que lui.

Nous avons dit, à propos de la Halle-aux-Blés, qu'il eût mieux valu en faire un marché couvert que de la louer au Mont-de-Piété, et nous maintenons cette opinion. On eût été utile à un quartier qui a tant besoin d'améliorations, et pour lequel on n'a rien fait jamais qu'un aqueduc de quelques milliers de francs qui était devenu indispensible.

Les idées de la mairie ne sont pas les nôtres; nous voulons de l'économie, mais nous voulons aussi que l'on sache dépenser à propos dans l'intérêt des citoyens. Au surplus, le marché couvert eût rendu autant et peut-être davantage que cette immorale institution du Mont-de-Piété.

La construction de l'abattoir n'a été que l'accomplissement des plans arrêtés avant qu'il fût question de M. Martin; le *Courrier de Lyon* le disait lui-même il y a quelques mois, en répondant à nos observations à cet égard.

La rue et le marché de la Martinière ont été préparés par l'administration Prunelle, et nous lisons page 25 du budget de 1834: *Dans le cours de cette année, nous serons en mesure d'ouvrir la rue de la Martinière, etc. Si ce terrain peut recevoir le marché couvert dont je vous ai entretenus à diverses reprises, le prix du terrain sera compensé par l'utilité de cet établissement dans un quartier aussi peuplé que celui des Terreaux.*

Ainsi donc, la pensée est de M. Prunelle, la mauvaise exécution est de M. Martin.

L'achèvement du quai d'Orléans, l'achat des maisons du Pont-de-Pierre sont l'accomplissement de plans commencés et dans l'exécution desquels l'administration d'aujourd'hui n'entre que pour montrer son mauvais vouloir. Au lieu de mettre à ces travaux deux ou trois hommes qui remuent de la terre, pourquoi donc ne comble-t-on pas le passage? pourquoi ne nivèle-t-on pas? pourquoi sacrifie-t-on l'intérêt de tous aux intérêts d'un seul? Qu'on nous le dise.

L'abandon de la halle aux poissons ne mérite pas qu'on s'en vante, c'est une faute; il fallait en faire un marché couvert. Mais quand on est obéré, on fait argent de tout.

Le théâtre des Célestins est un des titres que l'administration fait valoir; mais qu'on lise les comptes-rendus du conseil municipal, on y verra quelle part y eurent le maire et la mairie, quelques idées étroites et mesquines. Où sont

donc les plans de restauration tant promis et qui n'ont pas encore été présentés?

Au palais St-Pierre, toutes les pensées créatrices appartiennent à l'administration Prunelle; la preuve en est écrite tout au long dans les budgets de 1834 et 1835. Il a bien fallu achever ce qui était commencé. Le projet d'acquisition de la boucherie des Terreaux appartient à M. Rambaud, maire sous la Restauration; il avait offert huit cent mille francs aux hospices. On a consommé ce qu'un autre a pensé; mais que va-t-on faire de la boucherie? On l'ignore; on achète sans savoir ce qu'on fera de l'immeuble. Il n'y a qu'incertitude dans les idées et dans les plans.

Le Palais-de-Justice n'appartient pas plus à l'administration actuelle, les rapports de M. Prunelle en font foi; ce qui lui en appartient, c'est la bonhomie avec laquelle elle donne l'argent de la commune, sans se réserver aucune influence dans la discussion des plans et dans la surveillance de l'exécution.

Le quai de l'Arsenal est l'exécution d'une ancienne pensée; lisez le budget de 1834, page 26. A la vérité, on ne saurait toujours créer, et cette communication est une véritable amélioration. Mais nous dira-t-on pourquoi le cachet de malheur de la mairie se fait sentir partout? pourquoi ce malheureux pavillon du Palais-Royal étrangle le passage? A quelle influence, à quoi doit-on cette faute?

La translation de l'entrepôt a été forcée, puisque les propriétaires de la place Louis XVIII se sont opposés à sa construction. La mairie ne saurait s'en faire un titre; nous ne lui en faisons pas un reproche, mais nous disons que cette translation est un malheur, parce que l'entrepôt eût été plus central.

En établissant la dette, il serait juste de dire que l'on est forcé d'emprunter UN MILLION qui est indispensable pour faire face aux besoins courants.

Nous nous sommes expliqués sur l'enseignement primaire et sur l'efficace protection qu'on lui accordait. La fondation d'une faculté des lettres n'est que le complément de celle des sciences, le *Courrier* l'avoue. La création d'une chaire de droit commercial est l'œuvre principalement de la chambre de commerce qui l'a demandée depuis long-temps. Cette demande a languie dans les cartons administratifs, et c'est pendant l'absence de M. Martin qu'un adjoint l'en a tirée. M. Martin n'y a pris part que pour fausser les promesses qu'il avait faites de donner à la concurrence toute publicité.

M. Martin ne saurait donc se faire des titres véritables de ce qu'il n'a pas créé; la vanité qu'il tire des actes simples et tout naturels de son administration prouve qu'il se fait une étrange idée des fonctions de maire. Quand on accepte des fonctions aussi élevées, on prend l'engagement de les remplir avec sagesse et fermeté. Si l'acceptation est du dévouement, le mandat est honorable, il rehausse. Quand un maire qui croit avoir dignement rempli le mandat qui lui a été confié, aspire à la députation, il n'a qu'un mot à dire: Je suis votre maire, vous m'avez donné un mandat; si vous trouvez que je l'ai rempli dignement, donnez-m'en un autre pour récompense, et je le remplirai de même. M. le maire s'est jugé, car il n'a pas tenu ce langage qui eût été plein de dignité. Aux propriétaires, il a promis des améliorations qui donneraient de la plus-value à leurs immeubles; aux commerçants, il a promis des dégrèvements; aux limonadiers qui ferment trop tard, aux boutiquiers qui étalent sur le devant des magasins, il a promis que les agents fermeraient les yeux et seraient moins sévères; il a promis du pavé à la place Louis XVIII, des soins à la place Bellecour qui n'est qu'une mare en temps de pluie, à la promenade des Tilleuls qui dépérit, à celle du cours du Midi entièrement négligée. Comme administrateur, voilà à quels intérêts il s'est adressé. Comme homme politique, il a semé la calomnie et le mensonge en faisant distribuer les publications incendiaires des Girardin!

Que l'on compare cette conduite à celle de M. COUDERC, et que l'on prononce.

ELECTIONS. — COLLEGE EXTRA MUROS. — CANDIDAT DE L'OPPOSITION. — M. LORTET.

Nous apprenons que M. le maire d'Oullins est venu af-

lyonnaises une certaine aisance, «un homme nommé Jean Neyron, natif de Lyon, vendit tout le bien que son père lui avait laissé, pour acheter de grandes granges voisines du jardin des Augustins et des Dames de la Déserte, où il fit construire un beau grand théâtre, avec son paradis au-dessus dont on voyait les joies et les délices, et dans le bas l'enfer d'où l'on apercevait s'élever des flammes, et d'où l'on entendait sortir des hurlements. » Or, que représentait-on entre ce paradis et cet enfer de toile? Le voici: les mystères de l'Ancien et du Nouveau Testament; la Vie de *Madame sainte Marie*, le Sacrifice d'Abraham, la Vie de sainte Madeleine, le Jeu de saint Nicolas de Tolentin et autres joyeusetés de ce genre. Ces histoires, dit-on, étaient du goût du peuple, et sans doute elles ne plaisaient pas moins aux apparents de la ville, puisque au collège de la Trinité le principal y exerça ses élèves. Je vous le demande, avec les institutions les plus bienveillantes, était-il possible de faire de tout ceci autre chose que la parodie des traditions religieuses et des dogmes sacrés? Qu'auraient pu se permettre de plus les sectateurs de Luther? Ne nous y trompons pas, il y avait dans la position du XIV^e siècle plus d'un rapport avec celle du XIX^e. La même incertitude qui énerve nos forces actuelles commençait à paralyser les âmes, et ces représentations, qui eussent été déplorables dans les siècles de la foi la plus vive, sapèrent en 1540 ces salutaires croyances aux grandeurs indécises de la vie future. Le *Don Juan de Marana* de M. Alexandre Dumas fit rire Paris en 1836; les pasquinades du théâtre de Jean Neyron durent produire le même effet. Ces spectacles durèrent quatre années, c'est-à-dire assez de temps pour fatiguer l'hilarité publique; s'ils eussent été vraiment dans l'esprit de l'époque, croyez-vous que le spéculateur Neyron les eût si vite abandonnés?

Que faisait encore le clergé? Dans l'espoir de réchauffer l'enthousiasme religieux, il recourait à la pompe de cérémonies extraordinaires, et publiait, en 1546, «que, le jour de la Saint-Jean-Baptiste, qui échait le jour du Corps-de-Dieu, le grand pardon ou jubilé serait en notre ville, où se gagneraient les

firmes en présence d'un grand nombre d'électeurs que M. Lortet, candidat de l'opposition, ne paie pas le cens. En tenant un pareil langage, ou M. le maire s'est gravement trompé, ou il a abusé de sa position pour en imposer à MM. les électeurs.

Voici la preuve de l'inexactitude de son assertion: M. Lortet est porté sur le rôle des contribu-

tions pour Plus, il possède une maison nouvellement construite qui par conséquent se trouve temporairement exemptée de l'impôt; mais, aux termes de l'art. 4 de la loi de 1831, l'impôt qu'elle devra payer doit lui être compté. Cette maison, d'une valeur de 20,000 f., peut avoir une valeur locative de 500 f., à dix pour cent,

Total, 519 f. 41 Plus, les portes et fenêtres qui peuvent s'élever à 469 fr. 50 530 fr.

M. EMILE DE GIRARDIN.

Voici en quels termes un journal, l'*Europe*, parle de l'ami de M. Cleemann, de l'ami de M. Molé, du grand factotum du 15 avril, de l'entrepreneur-général des élections de 1839, de l'honorable M. Emile de Girardin:

Le dégoût nous prend dès les premières lignes de cette biographie. Après la lettre si énergique de M. Martin (de Strasbourg), après le soufflet sanglant appliqué sur la joue d'un homme qui n'en effacera certes pas la trace; après ces marques de mépris que l'opinion lui a données de toutes parts, nous ne savons pas trop ce qui reste à dire de M. Emile de Girardin. Quel est le nom de cet homme? D'où vient sa fortune? A quoi doit-il son crédit politique? Triple énigme qui serait facilement expliquée, si nos lois n'avaient d'énergiques protections pour les probités compromises et les réputations tarées.

En 1823, dans le cabinet de M. le comte de Senonnes, secrétaire-général du ministère de la maison du roi, se trouvait un employé du nom de Lamotte; ce Lamotte était M. Emile de Girardin.

Les fondations de l'institut de *Coëtbo*, du *Journal des Connaissances utiles*, du *Musée des Familles*, des *mines de St-Bérain*, du *Physionotype*, etc., eurent des conséquences que racontent les chroniques des tribunaux de commerce et de police correctionnelle. Tout cet industrialisme a été, une fois pour toutes, jugé dans la personne de Cleemann.

M. de Girardin est un homme sur lequel l'opinion publique a prononcé un arrêt irrévocable. Cependant depuis quelques jours le voici qui se relève. Des susceptibilités nouvelles lui viennent; il semble renaître à des sentiments de dignité qui depuis long-temps l'avaient abandonné. Lui qui avait soufflé en silence les accusations de toute la presse, lui qui n'avait trouvé qu'une assignation pour répondre aux provocations, le voici qui se fait presque provocateur; il veut que l'honneur de son nom et la pureté de son élection soient respectés; il veut prouver que le libre vœu de l'arrondissement de Bourganeuf et non l'intrigue l'a fait asseoir sur les bancs de la chambre.

Pour qui a lu les lettres de M. Martin (de Strasbourg), ce n'est pas une question; et cependant M. Martin n'a pas tout dit: il y a telles intrigues sérieuses ou bouffonnes dont le secret n'a pas été révélé, et dont l'histoire remplirait bien des colonnes de journal. Mais les faits avancés par M. Martin restent, avec l'imposant appui des témoignages les plus honorables, et ceux-là suffisent pour faire apprécier et l'homme qui a pu employer de pareils moyens, et le pouvoir qui a pu confier à cet homme l'entreprise des élections.

M. de Girardin l'a senti; il a senti aussi que le poids de sa parole serait bien peu de chose en présence de la parole énergique et loyale du député de Strasbourg. C'est pourquoi le voici qui arrache ou qui fait arracher par M. Goumy, son agent, quelques pauvres ouvriers, une lettre dans laquelle sont démentis audacieusement des faits qui se sont passés en présence d'une ville entière.

L'*Europe* cite cette pièce et poursuit:

Cette lettre nous est signifiée à la requête de ses signataires, avec sommation de l'insérer. Quel intérêt puissant presse donc ces ouvriers en faveur de M. Emile de Girardin? Comment des porcelainiers de Bourganeuf tiennent-ils si fort à l'honneur du directeur de la *Presse*, qu'ils entrent en relation avec un huis-sier de Paris et en procès avec la plupart des journaux? Voilà des idées bien nouvelles qui prennent naissance dans les montagnes de la Creuse! C'est là vraiment un miracle comme en peut seul faire l'habile entrepreneur-général des élections.

il est vrai, les œuvres de ces derniers; mais leur effet pernicieux était déjà produit, et le repos que de tels écrivains trouvaient chez nous témoigne assez de l'atonie religieuse et générale. D'un autre côté, l'immoralité sensuelle avait pénétré dans Lyon à la suite des armées du roi de France. Louise Labbé se livrait à des expéditions guerrières et poursuivait des exploits amoureux. Ses poésies étaient la peinture libre des mœurs de cette femme que l'historien Antoine Duverrier nous représente comme une fille des bornes. D'autres dames lyonnaises se livraient également à la littérature avec fureur, et se rapprochaient plus ou moins de sa vie dissolue. Ailleurs nous trouvons ce fait consigné: «Plusieurs paroissiens de St-Georges remontrèrent que la maison où se tiennent les filles de joie est fort prochaine de l'église, en grande rue publique, où passe toute la ville; que là, il se fait journellement plusieurs batteries, scandale et tumulte à cause desdites filles de joie qui souvent se viennent battre jusqu'au près et dedans ladite église avec leurs ruffiens et débauchés; qu'ils ont souvent remontré cela à messieurs de la justice pour y donner ordre, et surtout dernièrement qu'un prêtre de ladite église qui, ayant voulu remontrer à quelques jeunes compagnons débauchés qui, en sortant de là, étaient allés jouer au cimetière de ladite église, le prêtre fut maltraité et blessé de coups d'épée et de poignard. Ils requièrent donc que l'on fasse transporter ledit lieu en un coin plus retiré de la ville.»

Tous ces faits sont autant de symptômes de l'incrédulité et du désordre sceptique qui, dès François 1^{er}, ruinèrent l'influence populaire et la liberté dans le gouvernement de Lyon. Mais, je le répète, tout contribuait alors à saper les croyances. Chaque sentiment tournait à la folle joie, aux jouissances égoïstes, et les tentatives du clergé pour combattre le scepticisme étaient dirigées avec une maladresse telle que leurs moyens affaiblissaient la sainteté religieuse.

A peu près vers l'année 1540, c'est-à-dire au moment où l'établissement des manufactures de soieries répandait dans les classes

mêmes indulgences plénières que l'on gagnait en allant à Rome l'anno sancto. » Mais ce jubilé, bon dans des temps de foi, ne devait produire qu'un assez fâcheux effet lorsque de toutes parts la réforme anathématisait les indulgences; il réveillait l'aigreur des discussions, et choquait si ouvertement les préventions des sectateurs de Luther, que leur réconciliation avec l'église devenait fort difficile. Tel fut cependant le moyen presque désespéré auquel nos prêtres eurent recours; il ne fallut rien moins qu'un attrail de forces militaires pour en protéger la libre exécution. Comme le jubilé devait amener en notre ville le peuple des campagnes, la population urbaine vit dans ce concours insolite un aliment utile à son commerce, et, ne fût-ce que pour ce motif, elle s'y montra favorable. Mais les mesures prises par les magistrats de la ville montrèrent assez qu'on n'avait plus confiance dans la paisible piété des fidèles:

«On charge le capitaine de la ville de mettre ordre à la garde d'icelle, avec les pennons et dizeniers pour la garde des portes sur les rivières et sur les ponts, tant de jour que de nuit.

» On fait publier que chaque maison ou famille mette, la veille de la Saint-Jean et les jours suivants du pardon, de nuit, aux fenêtres, une lanterne avec sa chandelle et flambeaux ar-dant sur les rues, pour éclairer lesdites rues, afin d'obvier au scandale.

» Ordre à tous les hôteliers et gens qui recevront étrangers que sitôt qu'ils seront arrivés en leurs logis, ils aient à leur faire laisser leurs bâtons, épées, dagues et poignards, et qu'ils ne les portent pas dans la ville, sous peine de grosses amendes et punitions arbitraires.

Puis le seigneur de Maugiron reçoit l'ordre du roi de lever à Lyon avec trois cents chevaux et cinq cents hommes de pied pour obvier au désordre que certains luthériens délibèrent faire le jour du Corps-de-Dieu. Les conseillers font dresser leurs arquebusiers, et prient de Maugiron de ne point arriver avec sa grande troupe de gens, de peur qu'il n'y ait noise et débat entre sa bande et les gens de la ville. Le lieutenant n'amena donc que

Tout ceci fait pitié et démontre plus évidemment, s'il est possible, jusqu'à quelle perfection M. de Girardin a su, au profit de sa candidature, porter l'intrigue et les moyens de corruption.

M. Penet, chef d'atelier de la Croix-Rousse, qui s'est toujours fait remarquer par son désintéressement et son patriotisme, a succombé samedi à une douloureuse maladie. Dimanche matin succomba à douze cents personnes de Lyon et de la Croix-Rousse mille à douze cents personnes de Lyon et de la Croix-Rousse ont accompagné M. Penet à sa dernière demeure; un des amis du défunt a prononcé sur sa tombe quelques paroles qui ont vivement ému les auditeurs.

Mardi dernier, à quatre heures du soir, le nommé Giraud (Claude), âgé de 38 ans, ouvrier mécanicien, demeurant cours Trocadero, et travaillant chez M. Bruche, découpeur de châles, rue de Séze, a fait, en présence de cinq personnes, avec plusieurs ouvriers du même atelier, le pari qu'il boirait sans s'arrêter un litre d'eau-de-vie. En effet, il but à peu près les trois quarts d'un litre qui venait d'être acheté, mais il tomba instantanément sans connaissance; on le transporta dans l'écurie du tanneur sans connaissance; on le mit dans du fumier; on lui prodigua ensuite, sous la direction du docteur Clémengon, qui fut appelé une heure après, tous les secours capables de le rappeler à la vie, mais ce fut en vain. Il expira le lendemain, à 7 heures du matin, sans avoir pu proférer une parole.

Paris, 1^{er} mars 1839.

(CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE DU CENSEUR.)

Nous pouvons donner comme certain que le ministère enverra dans les départements des bruits d'émeute à Bruxelles et d'autres nouvelles aussi alarmantes que fausses. Que tous les électeurs se tiennent en garde contre de pareilles manœuvres, et elles échoueront.

Pour ce qui est de la tranquillité de Paris, nous affirmons qu'elle n'a jamais été plus grande qu'en ce moment. La population souffre; le commerce est dans une crise déplorable qui n'a pas dit encore son dernier mot; mais on se tait parce qu'on espère. Paris et sa banlieue ne nomment que 14 députés; les départements en nomment 445. Paris espère dans le patriotisme éclairé du reste de la France. Quant à lui, ses choix sont faits; il est aussi intéressé que la province, on en conviendra, au maintien de la paix et de l'ordre. Eh bien! sur 14 députés, il en enverra à la chambre au moins 12 qui se rangeront ostensiblement sous le drapeau des 213. Si le ministère annonçait aux départements par le télégraphe que les bureaux lui sont favorables, qu'on s'en méfie; la nouvelle sera fausse.

— Le *Nouveliste* avait annoncé que les rédacteurs des journaux de Namur et de Charleroi avaient reçu l'ordre de quitter la Belgique. Les deux feuilles en question démentent ce bruit, et de manière à laisser croire que s'ils étaient sommés d'obéir à un pareil ordre ils ne se rendraient qu'à la force brutale.

— Le *National* était assigné aujourd'hui devant le tribunal de police correctionnelle, pour avoir tardé d'un jour à insérer la réponse de M. E. de Girardin à la lettre de M. Martin (de Strasbourg). D'autres journaux, le *Siccle*, l'*Europe*, etc., étaient également assignés pour refus d'insertion de cette prétendue réponse.

L'affaire a été remise à huitaine, à cause des nombreuses causes qui devaient être vidées auparavant.

— Un journal de Bordeaux annonce que M. de Salvandy doit aller incessamment installer lui-même dans cette ville les professeurs pour lesquels il y a créé l'an dernier plusieurs chaires. M. de Salvandy est le ministre qui voyage le plus; tantôt c'est pour assister à une distribution de prix, tantôt pour installer des professeurs. M. de Salvandy a la bosse des voyages; il finira par se faire courrier de malle-poste ou conducteur d'omnibus. Telle est assurément sa vocation; c'est peut-être pour cela qu'il est ministre de l'instruction publique.

— M. de Jussieu parcourt le 10^e arrondissement, jetant à profusion des caresses, des promesses et des sourires. Il passait l'autre jour devant une boutique, et le voilà mettant sa tête hors de son cabriolet pour saluer la dame, sur le seuil, avec une grâce qui rappelait les beaux jours de 1830. « Savez-vous qui me salue? dit la dame, assez peu

flatée de cette rare politesse; c'est M. de Jussieu, le candidat de la députation. C'est que mon mari est électeur, mais dans six jours il ne sera plus qu'un épiciers. »

— Une personne de Douai disait l'autre jour au juge de paix : — Monsieur, les élections vous donnent bien du trac, vous causez bien des fatigues. — Nullement, répondit le magistrat; les gardes-champêtres viennent me faire leur rapport tous les huit jours, et je les charge de porter le mot d'ordre à chaque électeur et de lui dire : « On vote comme les autres fois, et on dine à cinq heures chez Dablié. »

— On nous apporte à l'instant plusieurs lettres arrivant à Paris de différents départements. Ces lettres, évidemment, et sans qu'il y ait le plus léger doute à élever, ont été cachetées une première fois, décachetées, puis recachetées. Comme nous savons trop bien les lois du code et celles des conventions pour en accuser d'autres personnes que celles qui ont écrit et fermé ces lettres, nous les engageons par la voie de la publicité à ne pas répéter ces imprudences qui livrent l'innocence du gouvernement et de l'administration postale à des soupçons aussi malveillants qu'injustes.

— L'empereur d'Autriche vient d'autoriser la construction d'un chemin de fer qui sera de la plus haute importance pour toute l'Allemagne, et l'on peut ajouter pour l'Europe entière. Ce chemin ira de Vienne à Trieste, en passant par la Styrie, la Carniole et la Dalmatie. Les gouvernements de ces deux dernières provinces ont déjà reçu des ordres à ce sujet. Quant à la Styrie, il paraît que le tracé n'a pas encore été fait. Les travaux commenceront dès que les acquisitions de terrain auront été faites. Ce chemin joindra celui de Vienne à Hof, en Bohême, et l'Orient sera par lui mis en communication directe avec les littoraux du Danube, du Mein et du Rhin, et même avec la Baltique, sans qu'aucune difficulté du genre de celles qui se présentent à l'embouchure du Danube (vu les dernières acquisitions de la Russie) puisse y mettre obstacle.

— Le télégraphe joue depuis sept heures du matin sans la moindre interruption. Le temps est magnifique et permet au ministère de communiquer très-rapidement avec les départements. Pendant toute la matinée, de fréquentes estafettes ont été expédiées du ministère de l'intérieur aux Tuileries.

On ne peut mieux, et en moins de mots que ne l'a fait M. Arago dans la réunion électorale du 12^e arrondissement, démontrer que le gouvernement nous fait jouer un rôle de dupes vis-à-vis de l'étranger, quand il parle avec tant d'emphase du respect dû aux traités.

On a beaucoup parlé ici et ailleurs de traités existants; on a dit qu'il fallait les exécuter. Sans doute il faut les exécuter, mais non pas naïvement, mais non pas en dupes, mais à la condition que les étrangers les exécuteront eux-mêmes. Eh bien! Cracovie doit être une ville indépendante, en vertu de traités existants, et l'on y voit des garnisons russes, prussiennes, autrichiennes, etc. Francfort doit être une ville libre, et elle est occupée par une garnison prussienne et autrichienne. La Pologne devait exister comme un royaume séparé, et elle est anéantie, saccagée; elle perd sa nationalité, elle perd jusqu'à sa langue, et ses enfants sont transplantés sur les plus légers prétextes. A côté de ces flagrantes violations, la France a lâchement exécuté jusqu'à des clauses déshonorantes.

Nos ancêtres construisirent, à portée de canon du pont de Bâle, la forteresse d'Huningue; en 1815, on la rasa. Huit ans se sont écoulés, et, par une scrupuleuse déférence pour un traité dégradant, pas un seul ouvrier, guidé par nos habiles ingénieurs, n'est allé travailler à la reconstruction d'une forteresse nécessaire à la sûreté du pays.

La question du moment est le traité de la Belgique. Ce traité pouvait être obligatoire en 1832. Le refus du roi de Hollande le rendit nul. Les populations du Limbourg et du Luxembourg avaient aujourd'hui le droit de réclamer leur ancienne nationalité; c'était sur de nouvelles bases que les négociations devaient être ouvertes.

L'exécution des traités! Vous rappelez-vous, Messieurs, qu'après le désastre de Waterloo (désastre glorieux, néanmoins), un corps encore intact de l'armée française arriva à Paris, et que, grâce au courage des Excelsmans, des Piré, des Bricqueville, etc., il fit repentir les Prussiens de s'être hasardés sur la rive gauche de la Seine?

La capitulation de Paris fut signée sous l'impression de la crainte que ces événements avaient produite, car ils semblaient le signal d'une éclatante revanche. Ce traité n'était pas accordé à titre gratuit; il garantissait, par les dispositions les plus claires, la vie et la sûreté de tous ceux qui avaient pris part au mouvement national de 1815. Messieurs, allez dans l'avenue de l'Observatoire, et des taches d'un sang illustre vous apprendront comment des traités solennels ont été quelquefois exécutés par les étrangers. (Applaudissements prolongés.)

LA GUERRE ET LA QUESTION BELGE.

La Belgique n'a pas accepté les 24 articles; la Belgique peut encore choisir entre la paix et la guerre. Mais le choix n'est plus à faire du côté de la France; car M. Molé a signé le traité. Quand la Belgique s'exposerait à la guerre, et la résistance n'est pas la guerre, il ne dépendrait plus d'elle de nous entraîner. La France est engagée, et quelque douloureux que soit l'engagement, il faut le respecter.

Que le ministère cesse donc de trembler ou d'affecter la peur. Il ne dépend plus d'aucun système ni d'aucune combinaison politique de provoquer l'Europe aux armes. La Belgique sera démembrée. Le ministère Molé l'a condamnée, elle va se soumettre; le démembrement de cette nationalité est en quelque sorte un fait accompli. La sainte-alliance a regagné par la diplomatie le terrain que la révolution de juillet lui avait enlevé de vive force. Nous avons la paix, avec la honte; mais enfin nous l'avons. Le parti de la cour doit être satisfait.

Nous sommes convaincus qu'avec plus de courage et d'habileté on pouvait conserver à la Belgique les territoires contestés, sans attirer sur ses frontières les armées de la sainte-alliance. La conférence redoutait la résolution des Belges, jusqu'au moment où les Belges ont commencé à avoir peur de la conférence; mais aujourd'hui que l'on sait à l'étranger, et que l'on sait par expérience à quel point il est facile d'humilier de jeunes révolutions, il faut s'attendre à trouver les cabinets du Nord inflexibles dans leurs prétentions.

On vient d'éloigner les chances de guerre, mais elles n'en sont que plus menaçantes dans l'avenir; car, en négligeant ou

en refusant de résister à propos, nous avons perdu le droit de résister plus tard.

Quoi qu'il en soit, la Belgique et la guerre ont cessé de peser sur nos élections. Il faut changer de thème, ou pour mieux dire, de calomnie, si l'on veut amener contre l'opposition, en les alarmant, les intérêts du pays. L'opposition aurait souhaité une paix plus honorable; elle n'eût pas reçu la paix à genoux; elle l'aurait faite debout; mais il ne reste plus qu'à la subir. Nous acceptons les 24 articles comme nous avons accepté les traités de Vienne, en frémissant et en maudissant le pouvoir qui nous les impose. Nous lui en laissons toute la responsabilité, heureux, dans cette situation pénible, de n'avoir plus rien à démêler avec le passé honteux de notre diplomatie.

Voilà donc un compte réglé désormais. La Belgique deviendra ce qu'elle pourra. Le gouvernement français l'abandonne, comme il a abandonné l'Espagne. Au nord et au midi, nous n'avons plus d'alliés; nos frontières sont à découvert; on nous a fait des ennemis partout. Mais nous avons la paix; nous l'avons, quel que soit le parti qui triomphe dans les élections. Ni les hommes ni les opinions ne peuvent plus être un épouvantail; M. Molé y a mis bon ordre en liant les mains à ses successeurs.

Il n'y a plus de cas de guerre, pas plus avec M. Barrot qu'avec M. Guizot, et pas plus avec M. Thiers qu'avec M. Molé. Il n'y a plus de cas de guerre, de notre côté du moins. On peut nous la faire, mais nous ne pouvons plus la faire; ce qui était d'abord de la prudence, et de la timidité plus tard, devient aujourd'hui une nécessité. Que le ministère se rassure; nous étions libres de choisir la paix, avant la signature du traité; aujourd'hui nous y sommes cloués comme au poteau. Il n'y a jamais eu de parti de la guerre dans la chambre ni dans la presse; mais il y avait un parti de la paix honorable et un parti de la paix à tout prix. Celui-ci est le maître; il fait, autant qu'il est en lui, la France à son image. Que les électeurs le jugent; il a perdu le droit de nous accuser. (Courrier français.)

Chronique judiciaire.

Quatre enfants, recouverts de l'uniforme gris des jeunes détenus, sont amenés sur les bancs de la 7^e chambre. Ils sont prévenus de vols. Près d'eux sont assis deux jeunes gens accusés de recel.

Le premier se nomme Robillard, il est âgé de neuf ans.

Le second se nomme Fournage, âgé de dix ans et demi.

Le troisième, nommé Gouguy, est âgé de huit ans.

Le quatrième est le nommé Lachaux, âgé de quatorze ans, passementier.

Les deux jeunes gens, Vernet et Brossard, sont âgés de dix-sept ans et demi. Le premier est tourneur en bois, le second garçon maçon.

Le premier témoin est le sieur Musnier, bimbolotier: Je n'ai pas vu ces enfants commettre le vol, dit-il; mais quand on est venu me prévenir que je venais d'être volé, j'ai reconnu en effet qu'il me manquait plusieurs broches; c'étaient Robillard et Lachaux qui les avaient prises et vendues à Vernet et à Brossard.

M. le président: Avez-vous vu quelquefois les prévenus rôder dans le passage du Grand-Cerf? — R. Très-souvent, mais je les prenais pour de simples gamins inoffensifs pour la société.

D. Quelle est la valeur des broches qui vous ont été volées? — R. Elles valaient 12 à 15 sous pièce.

Le sieur Myon, inspecteur de police: En faisant ma tournée, je vis dans le passage du Grand-Cerf trois ou quatre galopins qui traînaient les boutiques.

M. le président: Les avez-vous vus voler?

Le témoin: Avec une adresse indubitable... Fournage et Lachaux surtout... Ils vous ont subtilisé des broches comme s'ils avaient pris des leçons d'escamotage dès leurs plus tendres années. Les deux grands attendaient les petits au bout du passage, et il ont recélé le larcin dans leurs poches... Un de mes camarades et moi nous les avons suivis, et nous les avons arrêtés chez Mme Saqui, où ils allaient indubitablement se réjouir du succès de leur rapine.

M. le président: Fournage, reconnaissez-vous vous être rendu coupable du vol qui vous est imputé?

Fournage: C'est pas moi, c'est Robillard... Moi, j'avais de l'argent... dix sous pour un cabriolet que j'avais gardé; alors j'ai dit à mes petits camarades: « Si vous voulez venir passage du Grand-Cerf, y a un marchand qui vend de la fameuse galette; je vous en paierai pour un sou... » Je leur-z y en ai payé...

M. le président: Que s'est-il passé ensuite?

Fournage: Robillard, en voyant des broches, a dit: « Chipons ça... nous en aurons joliment, de la galette! » Alors il en a chipé une, même qu'il l'a vendue quatre sous à un grand, et qu'il m'a dit: « Vois-tu que c'est de l'argent! je vas encore en prendre. » Il en a pris deux; il en a donné une à Gouguy et une à moi. Après ça, je les ai quittés tous les deux.

M. le président: Quand Vernet et Brossard ont acheté les broches, savaient-ils qu'elles provenaient de vol?

Fournage: Non, monsieur, ils ne l'ont su qu'après.

M. le président: Robillard, convenez-vous avoir volé des broches?

Robillard: J'en ai pris qu'une... c'était pour de rire...

M. le président: Cependant vous l'avez vendue.

Robillard: C'est des faux mensonges... Je l'ai donnée à mes camarades... j'ai rien reçu. Le petit Gouguy a eu un sou, avec quoi qu'il a acheté du plaisir, que j'en ai eu gros comme rien du tout.

Le petit Gouguy convient avoir volé une broche; il prétend avoir été entraîné par Lachaux.

M. le président: Déjà voleur, à votre âge!

Gouguy: Monsieur, j'ai huit ans.

M. le président: Je le sais bien... Est-ce que vous n'avez plus de père?

Gouguy: Il est mort.

Lachaux: Moi, je n'ai rien volé... Je les ai emmenés passage du Grand-Cerf pour nous régaler... Alors Robillard a vu des broches, et il a dit: « J'vas en faire une. » Gouguy a dit: « Et moi aussi! » Ils ont fait les broches, et ils les ont lavées (vendues).

M. le président: Vernet et Brossard savaient-ils que les broches étaient volées quand ils les ont achetées?

Lachaux: Pardine! puisqu'ils ont dit comme ça: « Où avez-vous fait ces broches-là, moutards? »

Brossard et Vernet soutiennent qu'ils n'avaient aucune connaissance du vol, quand ils ont acheté les broches.

Le père de Robillard, le père de Fournage et la mère de Gouguy, appelés comme civilement responsables des faits de leurs enfants, viennent les réclamer et promettent de les surveiller attentivement à l'avenir. Les trois gamins, en s'efforçant de pleurer, beuglent sur trois tons différents. Le tribunal met fin à cette disgracieuse musique en ordonnant que les trois miocbes seront remis à leurs parents.

Lachaux, qui n'est pas réclamé, restera pendant deux ans dans une maison de correction. Vernet et Brossard sont acquittés, les faits à leur charge n'étant pas suffisamment établis, et les trois civilement responsables sont renvoyés de la plainte.

cinquante gentilshommes ayant tous chevaux. Cependant le jubilé se passa sans autre tumulte que celui de la foule où plusieurs personnes furent étouffées. « On fut contrainct de dresser des feuillets par les rues, comme on fait aux fêtes de village, ou des tentes où l'on donnait à boire et à manger aux gens venus de Lorraine, Savoie, Bresse et de tous les quartiers de la France. Comme aussi parce que les confesseurs dispersés par les églises et couvents ne pouvaient ouïr en confession un si grand peuple, il y en avait bon nombre qui confessaient par les rues et sous les tentes et feuillets. »

D'après la juste opinion que les faits précédents nous ont faite de l'état moral du peuple, il nous est facile de conclure que ces manifestations de pitié furent données surtout par les habitants des campagnes venus à Lyon et préservés encore du scepticisme. A supposer d'ailleurs que les classes de notre ville se fussent livrées aux exercices religieux du catholicisme, il ne faut pas en conclure une dénégation de la tendance au doute que j'ai signalée précédemment. Les pratiques d'un culte survivent toujours à la foi. Pour se donner le change et transiger avec le remords, les consciences obéissent encore aux vieilles habitudes; mais la morale s'oublie et la croyance ne vivifie plus les œuvres. C'est le travail du somnambulisme, c'est le mouvement de rotation qui se prolonge après la cessation de la cause, c'est le système nerveux distendu par la mort. Du reste, nous l'avons vu, le jubilé s'était fait réjouissance publique, et les besoins matériels aussi bien que les besoins moraux y trouvaient leur satisfaction. L'on buvait sous des tentes, l'on buvait dans les rues, l'on buvait encore à la porte du temple, au seuil du pardon, et l'on buvait de la place St-Jean jeta du vin par ses tuyaux tant que le pardon dura, c'est-à-dire depuis le mercredi à vèpres jusqu'au jeudi à soleil couchant. »

Maintenant que je crois avoir suffisamment démontré le relâchement des mœurs et la léthargie religieuse de nos pères au milieu du XVII^e siècle, je dirai quelle fut leur conséquence malheureuse dans leurs rapports matériels avec la politique.

(La suite à un prochain numéro.)

Faits Divers.

Le dernier paquebot des côtes d'Italie arrivé à Toulon a apporté des lettres de Rome, à la date du 17 février, qui font mention d'un accident bien malheureux arrivé à un savant voyageur, M. d'Abadie, qui a séjourné deux ans en Abyssinie et en Éthiopie. M. d'Abadie, après avoir rassemblé une grande quantité de livres, de manuscrits sur parchemin, etc., et avoir échappé cent fois à l'influence du climat et aux naturels du pays, plus dangereux encore, était de retour à Civita-Vecchia avec une ample moisson de documents utiles à toutes les sciences. Il se dirigeait vers Rome lorsqu'une bande de voleurs se rua sur lui, enleva son argent (2,000 f. environ), et malgré ses supplications, emporta ses malles. M. d'Abadie arriva à Rome le 10 février, inconsolable de la perte de ses manuscrits et de tout ce qu'il rapportait de précieux, et près de succomber à sa vive douleur.

Cependant, le consul de France à Civita-Vecchia obtint du gouverneur des gendarmes et autres agents, et fit explorer la campagne jour et nuit. Ses efforts ne furent pas inutiles, les malles furent retrouvées intactes, et avis en a été donné immédiatement à l'ambassade de France à Rome, qui en a été informé M. d'Abadie. On ne peut se faire une idée de la joie de l'illustre voyageur. On a remarqué dans cette circonstance que la police du pape, tout entière aux affaires politiques, ne s'est pas émue en apprenant le crime qui avait mis en danger les jours de M. d'Abadie, et qui allait priver les sciences de documents inappréciables. Si sainteté ne comprend pas ses intérêts, car, sans les étrangers qui affluent à Rome, cette ville serait en proie à une grande misère, et si les routes ne sont pas sûres, le nombre des étrangers diminuera considérablement.

Extérieur.

BELGIQUE. — BRUXELLES, 25 février. — Hier la section centrale s'est réunie. Elle s'est d'abord occupée de la question de constitutionnalité. Après un débat assez vif, la majorité a déclaré que les chambres actuelles sont compétentes pour approuver ou rejeter les projets de loi présentés par le ministère. On s'est ensuite occupé de la nomination du rapporteur, et M. Dollez a été choisi en cette qualité à l'unanimité moins une voix, sans doute la sienne.

Comme, ainsi que je vous l'ai dit il y a déjà quelques jours,

tout le monde est d'avis qu'il importe avant tout de gagner du temps, on ne se hâtera pas. Ainsi M. Dollez ne présentera pas son rapport avant la fin de la semaine. Il faudra que ce rapport soit imprimé, distribué; il est donc à croire que la discussion publique s'ouvrira au plus tôt lundi 4 mars. Comme les premières séances seront consacrées à la discussion de la compétence des chambres, quand on viendra aux faits, on connaîtra déjà en partie les élections françaises. Si, comme tout nous porte à l'espérer, elles sont favorables à l'opposition, le parti de la résistance puisera dans cette circonstance une nouvelle énergie.

La lettre écrite par M. le comte de Montalembert à M. Dumortier a produit un excellent effet. M. de Montalembert jouit ici d'une grande popularité, et d'ailleurs les considérations qu'il fait valoir sont d'une telle puissance que la conviction de plus d'un soumissionnaire en a été ébranlée.

Les partisans de la soumission vont partout répétant qu'ils sont sûrs de la majorité; ils citent le nombre de voix qui leur sont acquises. Tout cela n'est que fantasmagorie. On est si peu certain de la chambre, que les meneurs sont perpétuellement occupés à provoquer, de la part du commerce et de l'industrie, des manifestations en faveur du morcellement. Puis, quand, à grands renforts d'importunités, on a obtenu une pétition corroborée de la formule assez vague *Suivent les signatures*, on affirme que le pays a parlé. C'est là une vieille tactique qui ne prouve qu'une chose, à savoir qu'on est bien loin de pouvoir compter sur le succès. Si on espérait davantage, on s'agitait moins.

La population conserve son attitude calme. L'ordre n'a pas été troublé un seul instant, et même les promenades du soir qui avaient eu lieu pendant deux ou trois jours et avaient alarmé la police, ont cessé tout-à-fait. Deux jeunes gens, qui avaient été arrêtés dans les groupes du 19, ont été mis en liberté après quelques jours de détention. Un d'eux, à qui un officier de la place demandait qui lui avait permis de s'occuper de politique, répondit : « Qui? mon titre de citoyen et l'exemple de mon père tué en septembre lorsqu'il combattait pour son pays sans permission. » L'officier ne poussa pas plus loin son interrogatoire.

Il est faux que l'honorable M. Seron se soit prononcé pour le morcellement, ainsi que plusieurs journaux, même de l'opposition, l'avaient déclaré. M. Seron n'a jamais voulu et ne veut pas le déshonneur de son pays.

On a également répandu le bruit que, par suite d'une démarche faite auprès de M. Gendebien par un certain nombre d'électeurs de Mons, ce député se contenterait de repousser les projets de loi par un éclatant démenti. M. Gendebien pariera, et l'on peut être sûr qu'aucune raison d'intérêt personnel ou local, aucune considération de clocher ne lui fera désertier la cause de la nationalité belge. Et en fait de patriotisme et d'indépendance, le député de Mons n'en est plus à faire ses preuves.

L'une des entreprises les plus considérables et les plus utiles de la librairie, la *Bibliothèque des Arts et Métiers*, poursuit avec succès sa publication. Le plan adopté par l'éditeur de ces *livres-manuels* est aussi largement conçu que consciencieusement exécuté. Chaque livre est une encyclopédie complète du métier ou de l'industrie dont il traite. La rédaction, confiée aux hommes spéciaux les plus compétents, est claire et parfaitement appropriée au sujet.

Il suffit, pour recommander à l'attention de nos lecteurs la *Bibliothèque politique* publiée par le même éditeur, de dire qu'elle se compose des ouvrages d'écrivains, de publicistes, parmi lesquels nous citerons MM. Cormenin, La Mennais, Paul-Louis Courier, Chapuys-Montlaville, Altaroche, etc. Ces ouvrages sont imprimés, dans un format élégant et commode, sur papier jésus-velin.

Mouvement de la population du dépôt de mendicité de Lyon, du 15 au 28 février 1839.

Effectif au 16 février : Hommes, 103; femmes, 92 :	197
Admis pendant la quinzaine : Hommes, 3; femmes, 3 :	6
Total :	203
Sortis pendant la quinzaine : Hommes, 4; femmes, 1 :	5
Effectif au 1 ^{er} mars 1839 : Hommes, 104; femmes, 94 :	198

BOURSE DE PARIS DU 1^{er} MARS.

Cinq pour cent.	111	111	111	111
Quatre pour cent.	"	"	"	"
Trois pour cent.	79 10	79 10	79 10	79 10
Rentes de Naples.	99 30	99 30	99 30	99 30
Actions de la banque.	2602 50			

Le Rédacteur en chef, Gérant responsable, F. RITTIER.

BIBLIOTHÈQUE DES ARTS ET MÉTIERS.

Collection de LIVRES-MANUELS,

A L'USAGE DES INDUSTRIELS, AGRICULTEURS, FABRICANTS ET OUVRIERS. — IN-18, GRAND-RAISIN, PLANCHES ET FIGURES.

Cette Bibliothèque, qu'il ne faut pas confondre avec les ouvrages du même genre connus sous le nom de MANUELS, est conçue sur un plan tout-à-fait nouveau. Le livre de chaque profession, rédigé par les hommes spéciaux les plus compétents, est une encyclopédie complète du métier ou de l'industrie dont il traite; il est divisé en six parties: 1^{re} et 2^e, précis historique et biographique; 3^e, guide théorique et pratique de la profession; 4^e, législation qui s'y rapporte; 5^e, catalogue des ouvrages qui en ont parlé; 6^e, préceptes hygiéniques.

LIVRE DU CULTIVATEUR, guide complet de la culture des champs; 1 vol., 2 f.

LIVRE DU PROPRIÉTAIRE ET DE L'ÉLEVÉUR D'ANIMAUX DOMESTIQUES; 1 vol., 2 f. 50 c.

LIVRE DU VIGNERON, du fabricant de cidre, etc.; 1 vol., 2 f.

LIVRE DU FORESTIER, guide complet de la culture et de l'exploitation des bois, charbons, etc.; 1 vol., 2 f.

LIVRE DU JARDINIER, guide complet de la culture des jardins fruitiers, potagers et d'agrément; 2 vol., 4 f.

LIVRE DE L'ÉCONOMIE ET DE L'ADMINISTRATION RURALES, guide du fermier et de la ménagère; 1 vol., 2 f. 50 c.

Ces 7 volumes, dus à M. Mauny de Mornay, membre de la société centrale d'agriculture, forment une *ENCYCLOPÉDIE AGRICOLE* très-complète et dont le prix n'est que de 15 f.

Les ouvrages ci-dessus annoncés se trouvent aussi à Lyon, chez Chambet aîné, Guymon et Ce, dépositaires.

LIVRE DE L'ARPEUTEUR-GÉOMÈTRE, guide de l'arpentage et du lever des plans, par MM. Place et Foucard; 1 vol., 2 f.

LIVRE DU TOISEUR-VÉRIFICATEUR, guide du toisé de tous les ouvrages de bâtiment suivant les anciennes et les nouvelles mesures, par M. Digeon, toiseur-vérificateur; 1 vol., 2 f.

LIVRE DE LA COMPTABILITÉ DU BATIMENT, guide complet de la mise à prix de tous les travaux de construction. 2^e partie du Toiseur, par le même; 1 vol., 2 f.

LIVRE DU BRASSEUR, guide complet de la fabrication de toutes les espèces de bière, par M. Deleschamps; 1 vol., 1 f. 50 c.

LIVRE DU FABRICANT DE SUCRE ET DU RAFFINEUR, par M. de Mornay; 1 vol., 2 f. 50 c.

LIVRE DES LOGEURS ET TRAITÉURS, guide des aubergistes, marchands de vins, etc., 1 f. 50 c.

LIVRE DU TAILLEUR, manuel complet du tracé, par M. de Mornay; 1 vol., 2 f. 50 c.

Pagnerre,

éditeur,

RUE DE SEINE, 14 BIS.

de la coupe et de la façon des vêtements, par M. Canneva; 1 vol., 1 f. 50 c.

LIVRE DU MEUNIER, du négociant en grains et du constructeur de moulins, par M. de Mornay; 1 vol., 2 f. 50 c.

BIBLIOTHÈQUE POLITIQUE.

Collection de volumes imprimés tous dans le même format grand in-32, papier jésus-velin.

LETTRES SUR LA LISTE CIVILE ET SUR L'APANAGE, par M. Cormenin, 23^e édit.; 1 vol., 1 f. 25 c.

REMONSTRANCES DE TIMON, compensation des 4 millions, 50 c.

ÉTUDES SUR LES ORATEURS PARLEMENTAIRES, par Timon, 9^e édition considérablement augmentée; 2 vol., 2 f. 50 c.

DÉFENSE DE L'ÉVÊQUE DE CLERMONT devant le conseil-d'état, suivie de la réfutation, par Timon, 7^e édition, 50 c.

LIVRE DU PEUPLE, par M. La Mennais, 6^e édit.; 1 vol., 1 f. 25 c.

PAROLES D'UN CROYANT, par le même, 7^e édit.; 1 vol., 75 c.

POLITIQUE A L'USAGE DU PEUPLE, par le même; 2 vol., 2 f. 50 c.

AFFAIRE DE ROME, par le même, 3^e édition; 2 vol., 2 f. 50 c.

CONTES DÉMOCRATIQUES, par M. Altaroche, 2^e édit.; 1 vol., 1 f. 25 c.

CHANSONS POLITIQUES (nouvelles), par le même, 2^e édit., 1 f. 25 c.

PAMPHLETS Politiques et Littéraires de P.-L. Courier, avec la notice d'Armand Carrel; 2 vol., 2 f. 50 c.

ÉTUDE SUR TIMON, par M. Chapuys-Montlaville, 25 c.

Sous presse :

QU'EST-CE QUE LE TIERS-ÉTAT? par Sieyès, avec une introduction par M. Chapuys-Montlaville; 1 vol., 1 f. 25 c.

LES PAMPHLÉTAIRES, par M. Chapuys-Montlaville, député.

PARIS RÉVOLUTIONNAIRE, nouvelle publication, 4 vol. in-8°, 9 f.

VOYAGE AUX ÉTATS-UNIS, ou Tableau de la Société Américaine, par miss Martineau; 2 vol. in-8°, 5 f.

RÉVOLUTION DE POLOGNE, par Soltyk; 2 volumes in-8°, 16 f.

LIVRE DU PEUPLE, édition de luxe; 1 volume in-8°, 3 f. 75 c.

PROCÈS DE M. GISQUET CONTRE LE MESSAGER, 1 f. 25 c.

COLLECTION DES PRINCIPAUX PROCÈS POLITIQUES depuis 1830; 12 beaux vol. in-8°, 25 f.

RÉVOLUTION DE 1830, par M. Cabet, 2 volumes in-12, 1 f. 20 c.

Le même ouvrage, belle édition in-8°, 3 f.

(1843)

Feuille d'Annonces.

ANNONCES DE MM. LES NOTAIRES.

ÉTUDE DE M^e DARMÈS, NOTAIRE, A LYON, QUAI DE BONDY, N° 165.

(1765) VENTE AUX ENCHÈRES

D'un fonds de café situé à Vaise, place de la Pyramide, n° 4.

Le lundi 18 mars 1839, à dix heures du matin, dans l'étude et par le ministère de M^e Darmès, notaire à Lyon, quai de Bondy, n° 165, il sera procédé à la vente aux enchères publiques d'un fonds de café situé à Vaise, place de la Pyramide, n° 4, appartenant à M. Renard. Ce fonds fait une recette brute de 14,000 f. par an; l'acquéreur sera subrogé au bail de toute la maison.

La vente sera faite en exécution d'une ordonnance rendue par M. le président du tribunal civil de Lyon le 23 janvier 1839.

Mise à prix, 3,000 f.

S'adresser, pour les renseignements, à M^e Darmès, notaire, dépositaire du cahier des charges qui contient le détail des objets mobiliers.

ANNONCES DIVERSES.

(6365) A LOUER. — Maisons de campagne près de la ville, dans une position agréable, réunissant tout ce qu'on peut désirer à la campagne.

S'adresser à M. Mottet, quai de Serin, n° 17.

(2071) Remède découvert nouvellement, nommé BAUME COLONIAL, contre les rhumatismes, sciatiqes et paralysies, en dépôt à Lyon, chez M. Macors, pharmacien, rue Saint-Jean, n° 30. Ses vertus sont bonnes pour les douleurs de quelque nature qu'elles soient. Sa propriété s'étend aussi aux migraines, aux surdités et douleurs d'oreilles; il est parfait pour les coupures et les écorchures. On délivre gratis un imprimé à ceux qui désirent prendre lecture des nombreuses guérisons obtenues au moyen de ce baume.

Le prix du flacon est de 32 sous. — Les quatre flacons, 6 f.

(6364) A VENDRE. — Une calèche et deux chevaux de voiture, l'un de huit ans, l'autre plus vieux. S'adresser rue St-Joseph, n° 6, au portier.

Maladies Secrètes

ET DE LA PEAU.

SIROP VÉGÉTAL DE SALSEPAREILLE.

Ce sirop est approuvé des académies de médecine, comme le plus puissant dépuratif de la masse du sang, favorisant promptement la sortie des virus dartreux et vénériens, indispensable après l'usage du mercure dont il détruit totalement les traces; spécifique le plus actif, le plus certain et le plus prompt contre les acrétes et toutes les maladies qui ont leur siège dans le sang, telles que scrofules, scorbut, gales, boutons, et toutes les maladies de la peau, engorgement des glandes et des articulations, rhumatisme, goutte, les fluxeurs blanches des femmes, et contre les écoulements récents ou invétérés, et il est prouvé par l'expérience que deux bouteilles procurent une guérison radicale. — Prix : 3 fr. et 4 fr. la bouteille.

La public est prié de ne point confondre ce précieux médicament avec tous les autres remèdes de ce genre annoncés en termes pompeux, et dont le prix vil pourrait séduire bien des gens dont tant de charlatans exploitent si effrontément la crédulité. Les nombreuses guérisons obtenues par l'usage de ce sirop en font le plus bel éloge.

Où fait des envois. (Affranchir et joindre un mandat sur la poste.) Chez Courtois, ancien pharmacien des hôpitaux civils et militaires, place des Pénitents-de-la-Croix, près la Banque. (2023)

MALADIES SECRÈTES ET FLEURS BLANCHES,

RÉCENTES, ANCIENNES ET RÉPUTÉES INCURABLES,

Guéries sans rechute, d'un à cinq jours, par la méthode sûre et facile du docteur Thivaud, de Montpellier. — Un flacon suffit pour la guérison de l'écoulement le plus ancien. — Dépôt seul, chez M. Bertrand, pharmacien, place Bellecour, n° 12, à Lyon. (2066)

SIROP PECTORAL FORTIFIANT,

DU DOCTEUR CHAUMONNOT,

Pour la guérison des rhumes, catarrhes, et des maladies de poitrine.

UNE MÉDAILLE D'OR

a été accordée à l'auteur.

Dépositaire pharmacien : André, à la pharmacie des Célestins, à Lyon. (3602—808)

GUÉRISON

DES

Maladies Secrètes,

NOUVELLES OU ANCIENNES,

Dartres, gales, rougeurs à la peau, ulcères, écoulements, fluxeurs ou pertes blanches les plus rebelles, et de toute acréte ou vice du sang et des humeurs.

Par le Sirop Dépuratif Végétal de Séné.

Extrait du précieux Recueil des Recettes médico-officinales,

PUBLIÉ PAR ORDRE EXPRES DU GOUVERNEMENT.

Le traitement est prompt et aisé à suivre en secret ou en voyage; il n'apporte aucun dérangement dans les occupations journalières et n'exige pas un régime trop austère.

Prix : 5 fr. 1/4 de pinte.

S'adresser chez PERENIN, pharmacien-chimiste, rue Palais-Grillet, n° 23, à Lyon. (2031)

Les dépôts du SIROP PECTORAL DE MOU DE VEAU de l'invention de M. MACORS, de Lyon, sont toujours : à Villefranche, chez Mme veuve Grobert, etc.; à Mâcon, chez M. Pachon; à Chalon, chez Mme veuve Grosperrier; à Verdun, chez M. Tréfort-Gaudet; à Dole, chez M. Beq, rue du Faucou.

Le dépôt de la PATE PECTORALE DE RÉGLISSE A LA GOMME est toujours chez M. MACORS, pharmacien, rue St-Jean, n° 30. — L'usage de cette pâte et du sirop ci-dessus guérit en peu de jours les rhumes et les catarrhes les plus invétérés. — M. Macors assure que depuis qu'il a le dépôt de ce pectoral, il n'a reçu que des éloges sur son efficacité. (2074)

LYON. — IMPRIMERIE DE BOURSY FILS, RUE POULLAILLERIE, 18